



Moins emblématique que la maternité des Lilas ou celle des Bleuets, la fermeture de la maternité de Dourdan que l'ARS essaye d'obtenir est tout aussi grave pour la population de Dourdan et des alentours. Si la maternité ne rouvre pas, à terme, l'hôpital public de Dourdan est lui même condamné. Pourtant la maternité présente des locaux bien équipés, refaits à neuf depuis peu. La qualité des soins, l'humanité du personnel et la sécurité de cette maternité sont reconnues de tous. Prenant prétexte d'un regrettable et dramatique accident médical et malgré les réponses positives que l'hôpital Sud- Essonne a apportées aux injonctions de l'ARS, M. Evin et son administration s'entête ! Maintenant l'ARS ne veut plus d'anesthésistes de garde à diplômes non européens ! La DGOS n'a pas le même point de vue, elle sait bien que si cela s'applique c'est la fermeture administrative de la moitié des hôpitaux français puisque le recrutement médical a été cassé par les différents gouvernements - En 1971-1972, le nombre d'étudiants admis en deuxième année était de 8588 ; il était de 3 500 en 1992-1993. Depuis, on augmente doucement, pour arriver, théoriquement, bientôt à 8 000. Mais il faut dix ans pour faire un médecin.

Diminuer le nombre de médecins, fermer des hôpitaux, nos pouvoirs publics ont tout essayé pour diminuer le coût de la santé, quitte à affaiblir le système de soins Français qui était classé 1er au monde par l'OMS en 1999 et qui régresse d'année en année depuis (actuellement au-delà de la 10ème place, 13ème-14ème en 2012-2013).

A part une amélioration de l'AME, sous le gouvernement de M. Hollande/Ayrault la politique d'austérité de santé continue comme sous les 10 ans de l'UMP. Pour financer les 20 milliards du Crédit d'Impôts Compétitivité à toutes les Entreprises (le CICE, qui sera effectif en année pleine à partir de 2014), il faut bien faire des économies, en autres, sur le budget de la santé. Notre gouvernement austéritaire a imposé 2.4 milliard d'économie à l'assurance maladie, leur vision n'est que strictement comptable. L'hôpital public, le bien commun de tous, est un des premiers touchés. **Près de 640 millions de coupes budgétaires tomberont sur le public et en premier lieu les hôpitaux de proximité.**

L'Essonne est d'autant plus touché qu'elle doit assumer la gabegie du premier grand hôpital en PPP (Partenariat Public Privé) imposé par Xavier Bertrand, ministre de la santé sous Chirac et Sarkozy, qui a signé ce contrat en 2005 avec Eiffage et non renégocié depuis. Le CHSF a ouvert en janvier 2012 malgré le gouffre financier du PPP, 46 millions de loyer en 2012 et 51

Écrit par Christine Lainé Bidron, conseillère municipale Dourdan 91
Mercredi, 18 Décembre 2013 16:00

millions en 2013 alors que les prévisions étaient de 30 millions annuels. Coût pour les finances publiques : plus d' 1,1 milliard pour un investissement initial de 344 millions .

Plus les malfaçons, plus la gestion de maintenance, l'hôpital sud francilien, l'énorme hôpital de Corbeil-Evry Courcouronnes (ex maires Dassault-Valls...) va commencer l'année budgétaire 2014 par un loyer de 52 millions du à EIFFAGE, certainement supérieur les années suivantes . Quel scandale !

Vous comprendrez ainsi pourquoi la maternité de Dourdan doit fermer après celle de Juvisy sur orge en 2009 et que les réanimations d'Arpajon (dont Evin vient d'annoncer le non renouvellement de son autorisation à compter de janvier 2014) et d'Orsay sont en grand danger.

Rappelons qu'avec le seuil de 300 accouchements par an imposé en 1998, c'est plus de la moitié des maternités qui ont fermé dans notre pays ! : 1747 en 1972 et 520 en 2012 sous prétexte de sécurité mais surtout pour faire des économies! De 2003 à 2010 il y a eu 14 fermetures de maternité par an. Et maintenant on nous parle d'ouverture de maisons de maternité, privées bien entendu ! De qui se moque t-on? Où est la sécurité quand des mamans doivent faire des kilomètres en voiture dans la neige pour accoucher. Mais n'oublions pas : Pour la chirurgie, près de 300 services supprimés de 1997 à 2010 - Pour les urgences, 2000 services en 1985 à 690 en 2012 (pour 8-9 millions de passages/an en 1988/89 à 16-17 millions en 2012)

A l'été 2012, un rapport de l'IGAS dit que la restructuration des maternités en France doit s'arrêter car « déjà aboutie ». La même année, un rapport de l'INSERM dit que la morbi-mortalité périnatale et des parturientes est supérieure dans les maternités de niveau III (les usines à bébé)

Le rapport Larcher de 2006 et des études internationales anglo-saxonnes disent que les grosses structures (plus de 600 lits aigus) dysfonctionnent et coûtent davantage que celles « à tailles humaines » tout en restreignant l'accès aux soins.

Écrit par Christine Lainé Bidron, conseillère municipale Dourdan 91
Mercredi, 18 Décembre 2013 16:00

En revenant à la politique de fermeture des maternités, le résultat est là : la place de la France en terme de morbi-mortalité périnatale a reculé depuis 1999, comme pour l'ensemble de son système de soins dans le classement de l'OMS. En 2012, nous sommes passé dans l'Union Européenne de la 7ème place à la 20ème place sur 27 !!

La défense des maternités de niveau 1 comme notre maternité de Dourdan est donc un enjeu sanitaire local et national.

C'est un problème majeur de santé publique. Seul l'hôpital public garantie l'accès aux soins à tous, notamment les plus précaires. La politique mortifère de fermeture des structures hospitalière publiques doit cesser car toutes les études internationales montrent que l'austérité tue en termes sanitaires, et la ministre de la santé doit ordonner à Monsieur Evin le réouverture immédiate de la maternité de Dourdan.

Merci de signer la pétition <http://www.sauvons-la-maternite-de-dourdan.fr>

Vous pouvez envoyer un message de soutien aux personnels et/ou aux femmes enceintes qui ont commencé une occupation de la maternité à l'adresse suivante : sauvons-la-maternite-de-dourdan@hotmail.fr